



**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 08 du 12 février 2010*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 15 février 2010

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>208</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>208</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>208</b>
Service interministériel de défense et de la protection civile .....	208
Extrait de l'arrêté N°04.10/SIDPC du 2 février 2010 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public .....	208
Extrait de l'arrêté N° 2010/07/SIDPC du 8 février 2010 nommant le président d'un jury d'examen .....	208
Extrait de l'arrêté N° 2010/08/SIDPC du 8 février 2010 nommant le président d'un jury d'examen .....	208
Extrait de l'arrêté N° 2010/09/SIDPC du 8 février 2010 nommant le président d'un jury d'examen .....	208
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS .....</b>	<b>208</b>
Bureau de l'interministérielle .....	208
Arrêté N°10.BI.09 du 8 février 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine .....	208
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE .....</b>	<b>209</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités .....	209
Extrait de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> février 2010 autorisant l'adhésion des communes de Montreux et de Bathélemont-lès Bauzemont, et le retrait des communes de Ville-au-Montois, Leménil Mitry, Vaudeville, Vaudémont, They-sous-Vaudémont, Blénod-lès-Toul, Millery, Autreville sur moselle, Laronxe et Saint Clément du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) .....	209
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>209</b>
Bureau des réglementations .....	209
Extrait de l'arrêté modificatif du 25 janvier 2010 complétant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural .....	209
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN .....	210
Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	210
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	211
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON .....	211
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON .....	212
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE .....	212
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	212
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	213
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DIEULOUARD .....	213
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE .....	213
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CONFLANS-EN-JARNISY .....	214
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY .....	214
Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMMARTIN-LES-TOUL .....	215
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BADONVILLER .....	215
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à GERBEVILLER .....	215
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CRUSNES .....	216
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FAVIERES .....	216
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HAUCOURT-MOULAIN .....	216
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HUSSIGNY .....	217
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MEXY .....	217
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MERCY-LE-BAS .....	218
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à REHON .....	218
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	218
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY .....	219
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HERSERANGE .....	219
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	220
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY .....	220
Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAIZERAIS .....	220
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON .....	221
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS .....	221
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON .....	222
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT .....	222
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY .....	222
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	223
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VALLEROY .....	223
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	223
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY .....	224
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	224
Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT .....	225
Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY .....	225
Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LANDRES .....	225
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON .....	226
Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES .....	226
Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE .....	227
Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	227
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	227
Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	228
Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à POMPEY .....	228
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMMARTIN-LES-TOUL .....	229
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	229
Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	229
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>230</b>
Extrait de l'arrêté du 5 février 2010 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Villerupt – Année 2010 .....	230
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>230</b>
Bureau des collectivités locales et de l'environnement .....	230
Extrait de l'arrêté du 2 février 2010 autorisant la modification statutaire du Syndicat intercommunal des eaux d'Aulnoye .....	230
Extrait de l'arrêté du 2 février 2010 autorisant l'extension des compétences du Syndicat intercommunal scolaire de la Roanne .....	231
Extrait de l'arrêté du 2 février 2010 autorisant le retrait des communes de Tanconville et Vaucourt du syndicat de gestion des ouvriers intercommunaux du pays de la Vezouze .....	233
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>233</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>233</b>
Extrait de l'arrêté n°04/2010 du 1 <sup>er</sup> janvier 2010 de l'agence régionale de l'hospitalisation fixant les tarifs applicables aux services mobiles d'urgence et de réanimation terrestres du centre hospitalier universitaire de Nancy à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2010 .....	233
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT .....</b>	<b>233</b>
Arrêté n°2010 – DREAL - 01 en date du 3 février 2010 portant subdélégation de signature .....	233
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES .....</b>	<b>237</b>

Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	237
Extrait de l'arrêté N°2010/DDT54/ADUR/001 du 28 janvier 2010 portant suppression de la zone d'aménagement concerté du Pôle Européen de Développement sis pour partie sur le territoire des communes de Longwy, Mont-Saint-Martin, Longlaville et Herseange .....	237
Service agriculture forêt chasse .....	237
Extrait de l'arrêté - DDT/AFC/Association Foncière/2010/004 – du 29 janvier 2010 portant dissolution de l'association foncière de ROGEVILLE .....	237
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°016 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANDRES – MAIRY MAINVILLE - PIENNES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2977 - .....	237
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°017 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ERBEVILLER SUR AMEZULE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2955 - .....	238
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°018 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à AFFRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2989 - .....	238
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°019 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2968 - .....	238
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°020 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAREY - XAMMES - CHAMBLEY BUSSIÈRES - BOUILLONVILLE - REMBERCOURT SUR MAD - JAULNY - THIAUCOURT REGNIEVILLE - WAVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2974 - .....	238
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°021 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CRAINCOURT - MALAUCOURT SUR SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2965 - .....	239
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°022 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLEVILLE LIXIÈRES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2956 - .....	239
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°023 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2973 - .....	239
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°024 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2948 - .....	239
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°025 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIÈRES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2991 - .....	240
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°026 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIÈRES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2985 - .....	240
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°027 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2945 - .....	240
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°028 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2962 - .....	241
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°029 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à HAGEVILLE – SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2954 - .....	241
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°030 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2996 - .....	241
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°031 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SIONVILLER - CROISMARE - CHANTEHEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2958 - .....	241
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°032 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2972 - .....	242
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°033 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2952 - .....	242
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°034 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LESMENILS - BOUXIÈRES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2953 - .....	242
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°035 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIÈRES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2984 - .....	243
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°037 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ANDILLY - MENIL LA TOUR - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2959 - .....	243
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°038 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GERMONVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2951 - .....	243
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°039 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ARRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2927 - .....	243
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°040 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JUVRECOURT - ARRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2924 - .....	244
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°041 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CROISMARE - CHANTEHEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2970 - .....	244
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°2964 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2964 - .....	244
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>245</b>
Service solidarité autonomie .....	245
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°72 du 26 janvier 2010 autorisant l'extension de capacité du service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt géré par l'Association Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques - GIHP Lorraine. ....	245
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°84 du 26 janvier 2010 autorisant l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées .....	245
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°94 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°006-2010 du 29 janvier 2010 autorisant l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre de Moyen Séjour de FAULX .....	246
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°95 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°007-2010 du 29 janvier 2010 autorisant l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Grands Jardins » de COLOMBEY-LES-BELLES .....	247
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°96 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°008-2010 du 29 janvier 2010 autorisant l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier Saint-Charles de TOUL .....	248
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°102 du 21 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy .....	248
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°144 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de BACCARAT .....	249
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°145 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association hospitalière de JEUFL .....	249
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°146 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de BRIEY .....	249
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°147 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin de l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil – ALPHA SANTE .....	250
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°148 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'Association GARDE à NANCY .....	250
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°151 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'AUDUN-LE-ROMAN .....	251
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°152 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de BRIEY/HOMECOURT .....	252
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°153 du 29 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de POMPEY/LAY-ST-CRISTOPHE .....	252
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°155 du 29 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de TOUL .....	252
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°156 du 29 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 2 rue des cinq piquets à NANCY géré par l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle .....	253

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°158 du 1 <sup>er</sup> février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à VILLERS-LES-NANCY .....	253
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°161 du 1 <sup>er</sup> février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins de la capacité pour personnes âgées du service de soins infirmiers à domicile de statut privé autonome de l'association « Groupement pour l'insertion des handicapés physiques- GIHP Lorraine » à Heillecourt .....	254
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°174 du 5 février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile de statut privé autonome de l'association « Santé Orne Services » à Joeuf .....	254
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°176 du 5 février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de NANCY .....	255
Service actions et établissements de santé .....	255
Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°112 du 27 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Lunéville en tant que Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles .....	255
Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°113 du 27 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson en tant que Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles .....	256
Extrait de l'arrêté inter préfectoral n°15 du 29 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Toul en tant que Centre de Vaccination, Centre de Lutte contre la Tuberculose et Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles .....	256
Service santé et environnement .....	257
Extrait de l'arrêté N°157/2010/DDASS/SE du 3 février 2010 - L1331-22 déclarant les circulations et les pièces situés au troisième étage du 23, rue de Lorraine à JARNY, inhabitable par nature .....	257
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>258</b>
<b>MATERNITE REGIONALE DE NANCY .....</b>	<b>258</b>
Direction générale.....	258
Délégation de signature 2010/001 du 1 <sup>er</sup> février 2010 .....	258
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>258</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>258</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>258</b>
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8514 du 8 février 2010 autorisant la Sté COMATECH à exécuter des travaux sur la commune de CERVILLE .....	258
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34968 du 8 février 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BUISSONCOURT .....	258
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>258</b>
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY .....</b>	<b>258</b>
Direction des ressources humaines .....	258
Avis de concours sur titre du 5 février 2010 en vue du recrutement d'un préparateur en pharmacie au Centre Psychothérapique de Nancy .....	258

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES  
**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**CABINET DU PREFET**

*Service interministériel de défense et de la protection civile*

**Extrait de l'arrêté N°04.10/SIDPC du 2 février 2010 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> février 2010

CENTRE FORMATION SECURITE INCENDIE  
66 ter, route de Saizerais - 54460 LIVERDUN

Article 2 : A cette même date, les dispositions des arrêtés n° 0511/SIDPC du 9 septembre 2005 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur sont et demeurent rapportées.

Article 3 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 2 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet, le sous-préfet  
Directeur de cabinet  
Frédéric BERNARDO

**Extrait de l'arrêté N° 2010/07/SIDPC du 8 février 2010 nommant le président d'un jury d'examen**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1er : Melle Roxane THOMAS, Attachée au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, est désignée pour présider le jury d'examen – et le recyclage - constitué pour la délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique qui se déroulera le Mardi 16 mars 2010, à la piscine universitaire "Les Océanauts", rue de Verdun à Nancy.

Article 2 : M. le Sous- Préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 février 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet, le Sous-Préfet  
Directeur du Cabinet  
Frédéric BERNARDO

**Extrait de l'arrêté N° 2010/08/SIDPC du 8 février 2010 nommant le président d'un jury d'examen**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1er : M. Francis BOSCH-CABROL, Secrétaire Administratif de Classe Supérieure, au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, est désigné pour présider le jury d'examen – et le recyclage - constitué pour la délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique qui se déroulera le jeudi 20 mai 2010, à la piscine universitaire "Les Océanauts", rue de Verdun à Nancy.

Article 2 : M. le Sous- Préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 février 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet, le Sous-Préfet  
Directeur du Cabinet  
Frédéric BERNARDO

**Extrait de l'arrêté N° 2010/09/SIDPC du 8 février 2010 nommant le président d'un jury d'examen**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1er : Mme Christiane BALLE, Secrétaire Administratif au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, est désignée pour présider le jury d'examen – et le recyclage - constitué pour la délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique qui se déroulera le vendredi 11 juin 2010, à la piscine universitaire "Les Océanauts", rue de Verdun à Nancy.

Article 2 : M. le Sous- Préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 février 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet, le Sous-Préfet  
Directeur du Cabinet  
Frédéric BERNARDO

---

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS**  
*Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté N°10.BI.09 du 8 février 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance susvisée relative aux spectacles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement ;  
VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la république en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » ;  
VU l'arrêté du 27 novembre 2007 de la ministre de la culture et de la communication nommant M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 ;  
VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### AR R E T E

Article 1 : Délégation est donnée à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique liées à l'exécution de ses missions culturelles sur le département de Meurthe-et-Moselle : aménagement culturel des territoires, patrimoine, arts vivants, action culturelle, éducation artistique.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Jean-Luc BREDEL en matière de délivrance, de refus ou de retrait des licences d'entrepreneurs de spectacles.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc BREDEL en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » relevant du ministre en charge du domaine.

Article 4 : Délégation est en outre donnée à M. Jean-Luc BREDEL à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Article 5 : M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 6 : Demeurent réservées, en toutes matières à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
  - 2) aux ministres,
  - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
  - 5) au président du Conseil Général,
  - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.117 du 27 juillet 2009, accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 février 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

### DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

#### *Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

**Extrait de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010 autorisant l'adhésion des communes de Montreux et de Bathélmont-lès Bauzemont, et le retrait des communes de Ville-au-Montois, Leménil Mitry, Vaudeville, Vaudémont, They-sous-Vaudémont, Blénod-lès-Toul, Millery, Autreville sur moselle, Laronxe et Saint Clément du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome, la majorité qualifiée édictée par les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### AR R E T E

Article 1er : L'adhésion des communes de Montreux et Bathélmont-lès-Bauzemont au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

Les communes de Montreux et Bathélmont-lès-Bauzemont sont représentées au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et un délégué suppléant.

Article 2 : Le retrait des communes de Ville-au-Montois, Leménil Mitry, Vaudeville, Vaudémont, They-sous-Vaudémont, Blénod-lès-Toul, Millery, Autreville sur moselle, Laronxe et Saint Clément du syndicat départemental d'assainissement autonome est autorisé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1<sup>er</sup> février 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*L'annexe récapitulative des délibérations est consultable en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

### DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

#### *Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté modificatif du 25 janvier 2010 complétant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> – l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté susvisé est complété comme suit :

Identité du formateur	Adresse du lieu de déroulement de la formation et de délivrance des attestations d'aptitude	Coordonnées téléphoniques et adresse mail	Diplôme, titre ou qualification
Gérard LINTZ	Rue du stade Sainte-Anne 54240 JOEUF	03.82.46.95.73 adresse mail : gerard.lintz@neuf.fr	MONITEUR
Lionel DUMENIL	Training Club Nancéen Parc de Rémicourt 54601 VILLERS LES NANCY	06.22.57.46.75 adresse mail : lionel.dumenil@orange.fr	MONITEUR
Jean-Jacques LECORDIER	Club d'éducation canine du Jarnisy Avenue de Nancy 54800 JARNY	06.12.58.53.01 adresse mail : LECORDIER54@aol.com	EDUCATEUR
Didier MALGLAIVE	La Plaine Flageul 54510 TOMBLAINE	03.83.53.12.97 adresse mail : didier.ma@free.fr	MONITEUR
Brigitte BOUGEL	Rue du stade Sainte-Anne 54240 JOEUF	Tél non communiqué adresse mail : bbougel@orange.fr	MONITEUR
Corinne BRUNELLOT	La Plaine Flageul 54510 TOMBLAINE	06.10.62.15.05 adresse mail : corinne.brunelot@orange.fr	EDUCATEUR
Claude DOPP		03.83.71.71.75 adresse mail : cldopp1@orange.fr Formation exclusivement au domicile des particuliers	MONITEUR
Pascal RICHARD	La Plaine Flageul 54510 TOMBLAINE	06.64.24.45.98 adresse mail : pascal.richard54@wanadoo.fr	MONITEUR

Article 3 – M. le Secrétaire Général, MM. les Sous-Préfets, M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Mme la directrice départementale de la protection des populations, Mmes et MM. les maires du département de Meurthe-et-Moselle, Mmes et MM. les vétérinaires du département de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Copie du présent arrêté sera transmise à la direction générale de l'enseignement et de la recherche, au bureau des partenariats professionnels.  
NANCY, le 25 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
François MALHANCHE

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – L'hypermarché AUCHAN Pôle Europe est autorisé à installer au N°1 boulevard de l'Europe à MONT-SAINT-MARTIN (54350) un système de vidéosurveillance comportant 37 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.03.0052**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Philippe POULAYON, responsable sécurité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Laurent DIERSTEIN, directeur
  - M. le maire de MONT-SAINT-MARTIN
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La société FNAC est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 9 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.03.0080**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M Bertrand SEGUIN , directeur SECURIFRANCE,
- Mme Brigitte BAILLY, responsable financier

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Bertrand SEGUIN directeur

- M. le maire de NANCY

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La SARL ALBERT 1 er/ ALL SEASONS est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0060**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M GIRARD Philippe, gérant
- M GIRARD Etienne, gérant
- Mme CHRETIEN Sophie , responsable hébergement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M GIRARD Philippe, gérant

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La Société BRICOMARCHE est autorisée à installer Zac du Breuil à PONT A MOUSSON (54700), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0061**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Mme MORETTI Sandrine, présidente
- M HIMI Khaled, chef de secteur bricolage

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :



- Mme MORETTI Sandrine  
- M. le maire de PONT A MOUSSON  
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Société BRICOMARCHE est autorisée à installer à PONT A MOUSSON (54700), un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0062**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Mme MORETTI Sandrine, présidente

- M HIMI Khaled, chef de secteur bricolage

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme MORETTI Sandrine

- M. le maire de PONT A MOUSSON

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – L'EUURL JFM LAVAGE est autorisée à installer à la station de lavage rue Gabriel Faure à JARVILLE (54140), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0071**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M MAGDZIAREK Jean François, gérant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. MAGDZIAREK Jean-François, gérant

- M. le maire de JARVILLE

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La SARL CARRE SAINT GEORGES est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0080**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Carine JEANNIN, Gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 20 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme JEANNIN Carine
  - M. le maire de NANCY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La SARL LES MAITRES FACONNEURS est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0081**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Carine JEANNIN, Gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 20 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme JEANNIN Carine
  - M. le maire de NANCY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DIEULOUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La société LIDL est autorisée à installer ZAC de la Ferrière RN 411 à DIEULOUARD (54380), un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.08.0090**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional
- M Arnaud VAUTRIN, responsable des ventes
- M Yohann PALLIER, responsable adjoint des ventes
- M Olivier IUNG, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M.Emmanuel SOLOFRIZZO directeur régional
  - M. le maire de DIEULOUARD
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La société tabac presse LA TABATIERE est autorisée à installer à LUNEVILLE (54300), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0094**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme MAGNIER Vanessa, gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme MAGNIER Vanessa, gérante

- M. le maire de LUNEVILLE

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CONFLANS-EN-JARNISY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La SARL LE JARDIN D'EMMANUEL/VILLAVARDE est autorisée à installer à CONFLANS EN JARNISY (54800), un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0098**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M MEHL , directeur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M MEHL , Directeur

- Madame le maire de CONFLANS EN JARNISY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La Société "SAVEURS D'ORIENT" est autorisée à installer N° 16 avenue Jeanne d'Arc à VANDOEUVRE LES NANCY (54500), un système de vidéosurveillance comportant 16 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0100**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Régis OUDOS , Gérant,

- M. Julien ,PEULTIER responsable magasin

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Régis OUDOT, Gérant

- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMMARTIN-LES-TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

Article 1er – La Société NOCIBE / Sarl BEAULIEU est autorisée à installer Pôle Commercial Jeanne d'Arc à DOMMARTIN LES TOUL (54200), un système de vidéosurveillance comportant

8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0102**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme BOUCHET Géraldine, directrice

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Géraldine BOUCHET directrice

- M. le maire de DOMMARTIN LES TOUL

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BADONVILLER**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

Article 1er – La Poste est autorisée à installer au N°16 bis avenue Maréchal Joffre à BADONVILLER (54540), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0103**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,

- M. Gilles WAGNER, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté

- M. le maire de BABONVILLER

- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-moselle

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à GERBEVILLER**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

Article 1er – La Poste est autorisée à installer au N° 10 rue Clémenceau à GERBEVILLER (54830), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0104**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,

- Mme Véronique BAZART, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté
  - M. le maire de GERBEVILLER
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-moselle
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CRUSNES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La Poste est autorisée à installer Route Nationale à CRUSNES (54680), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0105**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,
- M. Michel PENICAUD, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté
  - M. le maire de CRUSNES
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FAVIERES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La Poste est autorisée à installer au N° 8 avenue de la Tuilerie à FAVIERES (54115), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0106**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,
- M. Daniel BONNET, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté
  - M. le maire de FAVIERES
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-moselle
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HAUCOURT-MOULAIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Poste est autorisée à installer au 5 rue Pierre et Marie Curie à HAUCOURT MOULAIN (54860), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0107**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,
- M. Michel PENICAUD, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté
- M. le maire de HAUCOURT MOULAIN
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HUSSIGNY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Poste est autorisée à installer au N° 4 bis rue Maréchal Foch à HUSSIGNY (54590), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0108**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,
- M. Michel PENICAUD, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté
- M. le maire de HUSSIGNY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MEXY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Poste est autorisée à installer place de la Poste à MEXY (54135), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0109**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,
- M. Roland BOMBARDIER, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté

- M. le maire de MEXY  
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MERCY-LE-BAS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;  
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Poste est autorisée à installer au N°87 Route Nationale à MERCY LE BAS (54960), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0110**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,
- M Fabrice SEVERI, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté
  - M. le maire de MERCY LE BAS
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-moselle
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à REHON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;  
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Poste est autorisée à installer au N° 68 rue de Longwy à REHON (54430), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0111**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Michel GEORGES, responsable sûreté,
- M. Roland BOMBARDIER , directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable sûreté
  - M. le maire de REHON
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;  
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La société "SOLOREM"est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 15 caméras, au N° 5 promenade Emilie du Chatelet à NANCY (54000),en conformité avec le plan produit sous le numéro **54.09.0112**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Jean Marc LEROUX, Directeur exécutif,
- M Jean Charles RAMELLI Chargé de projet

- M Stéphane COLIN directeur Adjoint  
- M MANSAT société de parkings de France

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean Marc LEROUX, Directeur exécutif  
- M. le maire de NANCY  
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La Société KIABI est autorisée à installer Zac de la porte verte 2- 4 rue Jacques Brel à ESSEY LES NANCY (54270), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0113**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Mme Laurène JEANTROUX, Directrice,  
- Mme Sylvie DEUBEL, Manager adulte  
- Mme Abdelkaziz ELMIFTAH Manager enfant- bébé  
- Mme Catherine MESSADIA Coordinatrice femme

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Laurène JEANTROUX  
- M. le maire d'ESSEY LES NANCY  
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HERSERANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La Société CM-CIC Services est autorisée à installer au N° 144 rue de Paris à HERSERANGE (54440), un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0114**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Personnel CCM  
- CM-CIC Services  
- Télésurveillance  
- Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE



- M. le maire de HERSERANGE  
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;  
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Société AUTOMATIC FREE SHOP est autorisée à installer N° 64 rue st Georges à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0115**  
Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Thomas ZANARDO , Gérant,
- M. Julien MALLETTO, Gérant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Thomas ZANARDO Gérant
  - M. le maire de NANCY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;  
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Banque "le Crédit Lyonnais" ( LCL ) est autorisé à installer N° 167 avenue du Général Leclerc à VANDOEUVRE LES NANCY ( 54500), un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0116**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le directeur de l'agence,
- LCL service sécurité à PARIS - le responsable de la vidéo
- SUD OUEST télésurveillance à GENTILLY - les opérateurs de télésurveillance
- SCUTUM à RUNGIS - l'installateur mainteneur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Fabrice BERTRAND responsable sûreté sécurité territorial de LCL
  - M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAIZERAIS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;  
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Mairie de Saizerais est autorisée à installer à SAIZERAIS (54380), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0118**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Mme Edith CEGIARZ, maire,
- M. François SAUVAGE, Adjoint au maire

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme. le Maire de SAIZERAIS
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La Société NETTO est autorisée à installer N° 59 Avenue du Général Patton à PONT A MOUSSON (54700), un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0119**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Daniel LELANDAIS , Président Directeur Général

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Daniel LELANDAIS , Président Directeur Général
  - M. le maire de PONT A MOUSSON
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La boulangerie « Aux Délices de Camille » est autorisée à installer N° 2 rue Général Thiry à NEUVES MAISONS (54230), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0120**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Samuel BEAUCHET, gérant,
- Mme.Véra TINOCCO, gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Samuel BEAUCHET gérant
  - M. le maire de NEUVES MAISONS
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Société Intermarché est autorisée à installer route d'Arrancy à LONGUYON (54260), un système de vidéosurveillance comportant 64 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0122**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : M. Alexandre DAUSSANGE, Gérant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 21 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alexandre DAUSSANGE, Gérant

- M. le maire de LONGUYON

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Société AXESS MOTOR SPORT est autorisée à installer Avenue de la République à HOMECOURT (54310), un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0123**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Christ SCHUMMER, Gérant

- Mme Stéphanie SCHUMMER secrétariat comptable

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christ SCHUMMER, Gérant

- M. le maire D' HOMECOURT

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – M Alain WISNIEWSKI est autorisé à installer N° 18 Rue Gambetta à JARNY (54800), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0124**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Alain WISNIEWSKI ,Exploitant

- Mme. Sandrine BALDAUF, vendeuse

- Mme Carole HOUET , vendeuse

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain WISNIEWSKI, Exploitant
  - M. le maire de JARNY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La librairie REMY est autorisée à installer N° 25 Rue Stanislas à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0125**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Noëlle REMY, Gérante  
Aucun enregistrement d'images

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Noëlle REMY, Gérante
  - M. le maire de NANCY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VALLEROY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La pharmacie Claudine SAINTON est autorisée à installer N° 108 avenue Charles de Gaulle à VALLEROY (54910), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0128**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Mme Claudine SAINTON Pharmacienne titulaire,
- M. Gérard SAINTON Pharmacien adjoint

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Claudine SAINTON pharmacienne
  - M. le maire de VALLEROY
  - M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La société ALARME CONSEILS est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, dans ses locaux, au n°60, rue Jeanne d'Arc à NANCY en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.126**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Philippe BOUVIER, président directeur général,

- M. Frédéric PARDOUX , responsable achat.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Philippe BOUVIER, président directeur général,

- M le maire de NANCY

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – M Xavier GEOFFROY est autorisée à installer N° 8 Rue Giomé VIARD à NANCY (54500), un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0129**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Xavier GEOFFROY, responsable.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Xavier GEOFFROY , responsable

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

#### Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La Société " Les Saveurs de nos Régions " est autorisée à installer N° 19 Rue de Mon Désert à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0131**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Mme Jocelyne SANTERRE , Gérante,

- M. Julien PEULTIER responsable magasin

La durée maximale de conservation des images est fixée à 20 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Jocelyne SANTERRE, Gérante

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Baccarat au N° 25 rue Adrien Michaut à BACCARAT (54120), un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0271**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux
  - Madame. le maire de BACCARAT
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Jarny au N° 21 rue Gambetta à JARNY (54802), un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0276**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux
  - M. le maire de JARNY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LANDRES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Landres au Centre Commercial « la croixette » à LANDRES (54970), un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0277**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux
  - M. le maire de LANDRES
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Longuyon au N° 48 rue de Deauville à LONGUYON (54263), un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.97.0281**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux
  - M. le maire de LONGUYON
  - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Ludres au centre commercial Chaudeau à LUDRES (54710), un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0284**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux
- M. le maire de LUDRES

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Lunéville au N° 2 place Léopold à LUNEVILLE (54300), un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0285**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux
- M. le maire de Lunéville
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

ARTICLE 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Nancy Stanislas au N° 13-15 rue Saint Nicolas à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0290**

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux
- M. le maire de NANCY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence au N° 31 rue Gustave Simon à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 15 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.97.0295**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM
- La sécurité de CM-CIC services
- Le Télésurveilleur
- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.



Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 8 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Nancy au N° 107 avenue de la Libération à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0297**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM

- La sécurité de CM-CIC services

- Le Télésurveilleur

- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 9 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à POMPEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La banque CM - CIC Services est autorisée à installer à son agence de Pompey au N° 4 place du 10 septembre à POMPEY (54340), un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0299**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le personnel CCM

- La sécurité de CM-CIC services

- Le Télésurveilleur

- L'Installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme WAGNER-MAIRE Martine – CM-CIC services – sécurité réseaux

- M. le maire de POMPEY

- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 8 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMMARTIN-LES-TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

Article 1er – La Bijouterie Jean DELATOUR SARL ANGEL'OR , est autorisée à installer à DOMMARTIN LES TOUL (54200), un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.10.0004**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme VALLANCE Bénédicte , gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme VALLANCE Bénédicte, gérante

- M. le maire de DOMMARTIN LES TOUL

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

Article 1er – La Société CARLA POMPA 2 , est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.10.0014**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme GRZESIAK Cathy, gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 14 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Cathy GRZESIAK, gérante

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 11 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

Article 1er – La Société CARREFOUR CITY , est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.10.0019**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M SCHNEIDER Eric , gérant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Eric SCHNEIDER, gérant

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 11 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques  
Antoinette AUDIA

*Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.*

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

### Extrait de l'arrêté du 5 février 2010 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Villerupt – Année 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote dans certaines communes,

#### ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2010 est modifié comme suit :

VILLERUPT : Dans 7 bureaux :

- 1er bureau : Hall de l'Hôtel de Ville
- 2ème bureau : Salle des mariages à l'Hôtel de Ville
- 3ème bureau : école Bara
- 4ème bureau : école maternelle Joliot Curie
- 5ème bureau : école maternelle Joliot Curie
- 6ème bureau : ancienne école Jean Jaurès
- 7ème bureau : école maternelle Paul Langevin

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de VILLERUPT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 5 février 2010

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jacky HAUTIER

## SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

### Bureau des collectivités locales et de l'environnement

### Extrait de l'arrêté du 2 février 2010 autorisant la modification statutaire du Syndicat intercommunal des eaux d'Aulnoye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions requises sont remplies

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup>. – Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux d'Aulnoye, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Article 2. – Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal des eaux d'Aulnoye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 2 février 2010

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

### SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX D'AULNOYE

Créé par arrêté préfectoral du 4 août 1970,  
modifié par les arrêtés préfectoraux des 22 août 1975 et 2 février 2010

#### STATUTS

Article 1<sup>er</sup>. – PERIMETRE DU SYNDICAT

En application du code général des collectivités territoriales, il est formé un syndicat entre les communes de Autrepierre, Blémerey, Chazelles sur Albe, Gondrexon, Repaix, Reillon, Saint Martin, Vého et Verdental, dont les compétences sont les suivantes :

- Etude et réalisation en commun d'un réseau de distribution d'eau potable,
- Pompage, stockage et traitement de la distribution de l'eau entre la station de pompage, la station de stockage et l'entrée des communes,
- Exploitation en commun de ces réseaux,

Chaque commune reste responsable des investissements d'extension du réseau de distribution de l'eau au sein de sa commune. Une fois les investissements réalisés, le syndicat reprend à sa charge la maintenance et l'entretien du réseau communal.

Article 2. – DUREE

La durée du syndicat est illimitée.

Article 3. – ADMINISTRATION

Le syndicat est administré par un comité composé de membres désignés par les conseils municipaux des communes intéressées, chacune étant représentée au comité par deux délégués et un suppléant. Le comité tient chaque semestre une session ordinaire. Il peut être convoqué extraordinairement par son Président.

Les délibérations du Comité sont soumises aux mêmes règles que celles des conseils municipaux.

Le comité élit parmi ses membres un bureau comprenant : un président et quatre membres. Le nombre de vice-président sera fixé par délibération par le comité syndical au début de chaque mandat.

Article 4. – BUDGET

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses occasionnées par l'étude, la réalisation, l'entretien, l'exploitation et l'extension éventuelle des réseaux de distribution d'eau potable entre les communes du syndicat.

Les recettes du budget comprennent notamment :

- La contribution des communes associées provenant des ressources ordinaires ou extraordinaires disponibles ;

- Les revenus des biens meubles et immeubles du Syndicat ;
  - Les sommes reçues des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange des services rendus ;
  - Les subventions des pouvoirs publics ;
  - Le produit des emprunts ;
  - Le produit des dons et legs ;
  - Le produit de l'exploitation des réseaux d'eau ;
  - Le produit de la vente de l'eau
  - La copie de ce budget et des comptes du syndicat sera adressée chaque année aux conseils municipaux des communes syndiquées.
- Les dépenses comprennent notamment :
- Les dépenses d'étude et de construction de réseaux entre les stations de pompage, stockage et les communes ;
  - Les dépenses d'administration générale ;
  - Les dépenses d'entretien et d'exploitation de l'intégralité du réseau ;
  - Les dépenses de subventions versées aux communes pour l'extension de réseaux communaux.

#### Article 5.- CONTRIBUTION DES COMMUNES

Les communes constituant le syndicat pourront être amenées à participer aux dépenses ou à garantir les emprunts auxquels pourra avoir recours le Syndicat durant la période d'étude et de construction du réseau ou pendant la période d'exploitation. La répartition entre les différentes communes, des participations financières ou des garanties d'emprunts sera calculée au prorata de la consommation réelle de chacune des communes par rapport à la consommation totale du syndicat, les quantités étant mesurées par les compteurs situés aux entrées des réseaux de chaque commune.

En ce qui concerne les frais d'exploitation et d'entretien, le budget devant être équilibré, toute augmentation des dépenses sera gagée sur une augmentation correspondante des recettes provenant de la vente de l'eau.

#### Article 6. – ADHESIONS NOUVELLES

De nouvelles communes peuvent être admises sur avis favorable du Syndicat à faire partie de celui-ci. L'adhésion se fera aux conditions définies par le syndicat le moment venu.

#### Article 7. – RECEVEUR DU SYNDICAT

Le receveur du syndicat sera celui de la commune où siège le syndicat ( trésorier de Blâmont – Cirey sur Vezouze)

#### Article 8. – SUBVENTIONS

Concernant l'aide apportée aux communes dans le cadre d'une extension de réseau ou de grosses réparations, les communes peuvent présenter au syndicat des eaux d'Aulnoye un devis de travaux avant le 30 septembre de chaque année. Après délibération du comité syndical, il sera accordé une subvention de 25% après réalisation des travaux, et sur présentation de la facture acquittée et validée par la trésorerie générale. La commune s'engage à ne pas dépasser le taux de 80% sur le montant HT des travaux.

#### Article 9. – DISPOSITIONS GENERALES

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales. Toute difficulté que pourrait soulever l'application des présents statuts sera soumise à l'arbitrage de M. le sous préfet de Lunéville. Les présents statuts ont été adoptés par les différents conseils municipaux.

Vu pour rester annexé à  
l'arrêté préfectoral du 2 février 2010  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

### Extrait de l'arrêté du 2 février 2010 autorisant l'extension des compétences du Syndicat intercommunal scolaire de la Roanne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions requises sont remplies

#### A R R E T E

Article 1<sup>er</sup>. – Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Roanne, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Article 2. – Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal scolaire de la Roanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LA ROANNE

Créé par arrêté préfectoral du 21 août 1972,

modifié par les arrêtés préfectoraux des 26 juillet 2004, 16 mars 2006 et 2 février 2010

#### STATUTS

Article 1<sup>er</sup>. – En application des articles L. 5212-1 à L. 5212-33 du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de Réméréville, Courbesseaux, Drouville, Hoéville, un syndicat intercommunal dénommé : « Syndicat intercommunal Scolaire de la Roanne ».

Son siège social se situe au 1, rue Martin à Hoéville (54 370).

#### Article 2. – OBJET

Le syndicat a pour objet d'assurer :

- la construction et la gestion des établissements scolaires publics du 1<sup>er</sup> degré de Courbesseaux, Réméréville et Drouville ;
- la gestion du transport des enfants en âge scolaire, financé par le conseil général ;
- le paiement de toutes les dépenses (fonctionnement et investissement), d'œuvre ou de services d'intérêt commune, afférentes à la scolarisation des enfants.

#### Article 3. – COMPETENCES DU SYNDICAT

Les compétences du syndicat sont les suivantes :

- assurer la mise en conformité des infrastructures existantes et notamment au regard de la sécurité ;
- procéder à la réfection et à l'entretien des locaux (bâtiments, cours, préaux, classes...) ;
- prendre en compte les conditions matérielles des enseignants ;
- acquérir de nouveaux moyens en rapport avec l'objet.
- mise en place et gestion d'une garde périscolaire matin et soir et d'une cantine à midi

#### Article 4. – DUREE

En application des dispositions de l'article L. 5212-5, le syndicat est formé pour une durée illimitée.

#### Article 5. – Institution du comité et représentation des communes

Le syndicat est administré par un organe délibérant (le comité) composé de délégués désignés par le conseil municipal des communes membres, chacune étant représentée par trois délégués.

Peuvent être convoqués à titre consultatif aux séances du comité :

- Monsieur l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription ;
- Monsieur le directeur départemental de la jeunesse et des sports ;
- Un(e) représentant(e) du corps enseignant ;
- Et toutes les personnes pouvant apporter leurs compétences.

#### Article 6. – FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL

Le comité syndical est soumis aux règles de fonctionnement qui régissent les conseils municipaux. Les règles et règlements sur le contrôle administratif et financier des communes sont également applicables au syndicat conformément à l'article L. 5211-4.

Le comité se réunira au moins deux fois par an.

Il pourra être convoqué extraordinairement par son président.

Le comité élira parmi ses membres un bureau qui comprendra :

- 1 président ;
- 3 vice-présidents ;
- 3 membres.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le président est l'organe exécutif du syndicat. Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes. Il est seul chargé de l'administration, mais peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions au vice-président (article L. 5211-9 du CGCT).

Le bureau est habilité à prendre, au nom du comité, toutes les décisions ayant trait au fonctionnement administratif du syndicat en vertu de l'article L. 5211-10 à l'exception :

- du vote du budget
- de l'approbation du compte administratif
- des modifications des statuts

Le comité donne au président, organe du syndicat, les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des tâches qui lui incombent, et notamment à préparer les budgets avec le bureau, signer des contrats et marchés.

Il entérine les décisions prises par le bureau et règle par ses délibérations les affaires du syndicat. Les compétences les plus importantes lui sont d'ailleurs réservées et il ne peut les déléguer au bureau.

Cette énumération n'est pas limitative et le bureau pourra recevoir délégation du comité pour toutes interventions ou activités dont il sera expressément chargé dans le cadre des compétences dévolues au syndicat par rapport aux articles 2 et 3 des présents statuts.

#### Article 7. – PRISE EN CHARGE

Les immeubles, leurs installations et aménagements actuellement utilisés pour les services scolaires et périscolaires, appartenant aux communes et mis à disposition du syndicat scolaire demeurent propriété de ces dernières qui continuent à en assurer les charges fiscales et d'assurances.

Le syndicat assure uniquement les charges d'entretien et de réparation des locaux strictement réservés à l'enseignement à l'exclusion de tous autres et notamment des logements des instituteurs.

#### Article 8. – LE BUDGET

Le budget du syndicat scolaire pourvoit à toutes les dépenses des frais de fonctionnement et d'investissement liés aux services gérés par le syndicat.

La rémunération des employés de gardes périscolaires et cantine, les frais relatifs au périscolaire et cantine (matériel pédagogique, consommables, repas).

Les recettes du budget comprendront notamment :

- La contribution des communes adhérentes, dont le coût est décidé chaque année,
- Les subventions de l'Etat, du Département et autres collectivités,
- Les subventions des communes, des associations, des particuliers,
- La participation des parents d'élèves,
- Le produit des dons et legs et tout autre produit dont pourrait bénéficier le syndicat.

Les dépenses comprendront notamment :

- Les frais liés aux charges des écoles (chauffage, électricité, téléphone, eau, assainissement...),
- La rémunération des agents titulaires et non titulaires,
- Les indemnités du receveur du syndicat,
- Les frais de transport des élèves pour les activités extérieures,
- Les frais de fournitures pédagogiques, produits ménagers et pharmaceutiques...,
- Les frais de gestion générale des écoles et du secrétariat du syndicat,
- Les frais d'entretien des bâtiments, écoles, l'achat de mobilier, de matériels et leur entretien.

#### Article 9. – INVENTAIRE PERMANENT

Le président du syndicat tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel.

#### Article 10. – REPARTITION DES CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ADHERENTES

L'ensemble des dépenses de fonctionnement du syndicat sera réparti entre les communes proportionnellement au nombre d'élèves à la rentrée de janvier de chaque année.

Le remboursement des dépenses d'investissements s'effectuera de la manière suivante :

- 50% des sommes engagées et non subventionnées seront à la charge de la commune sur laquelle sera réalisée les travaux ;
- les 50% restant à payer seront répartis ainsi qu'il suit :
  - 25% des sommes engagées au prorata du nombre d'élèves à la rentrée de janvier de chaque année ;
  - 25% des sommes engagées au prorata du nombre d'habitants au premier janvier de chaque année (par référence au recensement INSEE).
- les investissements sur les biens du SIS seront financés par les communes répartis de la façon suivante : 50% au nombre d'élèves et 50% au nombre d'habitants.

#### Article 11. – ADHESION – RETRAIT – MODIFICATION DES CONDITIONS INITIALES

Une commune peut se retirer du syndicat avec le consentement du comité. Celui-ci fixe, en accord avec le conseil municipal intéressé, les conditions auxquelles s'opère le retrait. La délibération du comité est notifiée au maire de chacune des communes adhérentes au syndicat.

Selon les mêmes règles, le syndicat pourra admettre l'adjonction d'une commune qui souhaiterait adhérer au syndicat.

Pour l'application du premier alinéa du présent article, les dispositions contenues dans la cinquième partie concernant la coopération locale, livre II, Titre 1<sup>er</sup>, chapitre II, Section 1, 5 et 6 du code général des collectivités territoriales concernant la durée, la modification des conditions initiales de composition et de fonctionnement ou de dissolution du syndicat sont applicables.

#### Article 12. – DISPOSITIONS GENERALES

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément à celles contenues dans le chapitre II du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales.

Vu pour rester annexé à  
l'arrêté préfectoral du 2 février 2010  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

**Extrait de l'arrêté du 2 février 2010 autorisant le retrait des communes de Tanconville et Vaucourt du syndicat de gestion des ouvriers intercommunaux du pays de la Vezouze**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions requises sont remplies

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup>. – Le retrait des communes de Tanconville et Vaucourt du syndicat de gestion des ouvriers intercommunaux du pays de la Vezouze est autorisé à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010.

Article 2. – Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat de gestion des ouvriers intercommunaux du pays de la Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 2 février 2010

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**Extrait de l'arrêté n°04/2010 du 1<sup>er</sup> janvier 2010 de l'agence régionale de l'hospitalisation fixant les tarifs applicables aux services mobiles d'urgence et de réanimation terrestres du centre hospitalier universitaire de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010**

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – Les tarifs applicables aux services mobiles d'urgence et réanimation (S.M.U.R.) terrestres du CHU de Nancy sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- les déplacements terrestres sont fixés par tranche de 30 minutes d'intervention (chaque période de 30 minutes entamée est facturée en totalité) au tarif de 470,73 €

- conformément au décret n° 2006-576 du 22 mai 2006 introduisant un tarif relatif aux transports infirmiers inter-hospitaliers (TIH), la demi-heure de TIH par tranche de 30 minutes d'intervention (chaque période de 30 minutes entamée est facturée en totalité) est fixée à 298,69 €

Article 2 - Tout recours contentieux contre le présent arrêté devra être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, sis 4, rue Piroux, Immeuble Les Thiers, Case Officielle 071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales par intérim de la Meurthe-et-Moselle, et le directeur général du centre hospitalier universitaire de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1<sup>er</sup> janvier 2010

Le Directeur Suppléant de l'Agence Régionale  
de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Marcel DOSSMANN

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT**

**Arrêté n°2010 – DREAL - 01 en date du 3 février 2010 portant subdélégation de signature**

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Ingénieur Général des Mines,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté ministériel 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Lorraine (DREAL Lorraine),

VU l'arrêté SGAR n° 24-2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à Monsieur Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

**AR R E T E**

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à Mme Anne-Emmanuelle Ouvrard et à M. Guy Lavergne, faisant fonction de directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 susvisé.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 susvisé, dans les conditions et limites suivantes :

1 – développement industriel et technologique (jusqu'à octroi de délégation de signature au Directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de Lorraine) :

1-1 : application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 ;

agents	actes
	1-1
Mme C. LAGNEAU Chef du service « Développement industriel et métrologie » (DI-M)	•

2 – métrologie (jusqu'à octroi de délégation de signature au Directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de Lorraine) :

2-1 : dans le cadre du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :

2-1-1 : approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par le fabricant ou le réparateur pour la vérification primitive des instruments (article 18 – 3<sup>ème</sup> alinéa) ;

2-2-2 : approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par l'installateur pour la vérification de l'installation d'un instrument (article 23 – 3<sup>ème</sup> alinéa) ;

2-2-3 : agrément du système d'assurance Qualité des organismes de contrôle (article 37-2<sup>ème</sup> alinéa) ;

2-2-4 : dérogations lorsque les conditions techniques et d'usage d'un instrument ne permettent pas de respecter la réglementation (article 41) ;

2-2 : agrément des organismes prévus par les arrêtés réglementant les catégories d'instruments de mesure (articles 22, 28 et 33 du décret précité et article 20 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1990 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret) ;

2-3 : attribution de marque d'identification (article 27 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 1990) ;

2-4 : agrément des installateurs, réparateurs de chronotachygraphes et des centres de vérifications périodiques (décret n° 81-883 du 14 septembre 1981 et arrêté du 26 novembre 1986 modifiés) ;

2-5 : agrément des organismes pour la vérification périodique des taximètres (arrêté ministériel du 18 juillet 2001, article 12) ;

2-6 : décisions d'approbation de plans de camion-citerne (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 et arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1976, article 14) ;

2-7 : décisions d'agrément de plans de réservoir de stockage de liquides autres que les vins et alcools (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides et circulaire 76.1.01.327.000 du 6 mai 1976).

2-8 : agrément d'organismes pour la réparation, l'installation, l'inspection des chronotachygraphes numériques (arrêté ministériel du 7 juillet 2004 relatif aux modalités du contrôle des chronotachygraphes numériques articles 4 et 5) ;

2-9 : retrait ou suspension d'agrément (article 39 du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001)

agents	actes								
	2-1	2-2	2-3	2-4	2-5	2-6	2-7	2-8	2-9
Mme C. LAGNEAU Chef du service « DI-M »	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme A-S. BRUGIERE Ingénieur du service « DI-M »			•			•	•		
M. P. PELINSKI, chef de l'unité territoriale Meurthe et Moselle-Meuse » (UT 54/55)	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•

### 3 - mines et sécurité dans les carrières :

3-1 : mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement,

3-2 : gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

3-3 : application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

agents	actes		
	3-1	3-2	3-3
M. N. LAMBIN, chef du service « Prévention des Risques » (PR)	•	•	•
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•
Mme A. RENAUD, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. HANOCQ, Chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•	•
M. R. MAZZOLENI, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

### 4 – explosifs :

4-1 : autorisation d'utilisation dès réception ;

4-2 : autorisation d'exploitation de dépôts mobiles d'explosifs.

agents	actes	
	4-1	4-2
M. N. LAMBIN, chef du service « PR »	•	•
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•
Mme A. RENAUD, adjoint au chef de service « PR »	•	•
Mme P. HANOCQ, Chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•
M. R. MAZZOLENI, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•

### 5 – équipements sous pression de vapeur ou de gaz :

5-1 : enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;

5-2 : décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926 et l'arrêté du 23 juillet 1943 ;

5-3 : accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;

5-4 : autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;

5-5 : autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;

5-6 : prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;

5-7 : agrément de bouteilles d'acétylène ;

5-8 : agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;

5-9 : décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;

5-10 : décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

agents	actes									
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5	5-6	5-7	5-8	5-9	5-10
M. N. LAMBIN, chef du service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme A. RENAUD, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. C. DROIT, ingénieur à la division « RTI »	•									
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

## 6 - Canalisations :

6-1 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;

6-2 : autorisations et renoncations de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;

6-3 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;

6-4 : surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

agents	actes			
	6-1	6-2	6-3	6-4
M. N. LAMBIN, chef du service « PR »	•	•	•	•
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
Mme A. RENAUD, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•	•	
M. C. DROIT, ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

## 7- Véhicules et transport routier :

7-1 : réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;

7-2 : réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;

7-3 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;

7-4 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;

7-5 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;

7-6 : surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,

7-7 : surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

agents	actes						
	7-1	7-2	7-3	7-4	7-5	7-6	7-7
Mme B. AGAMENNONE, chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•
M. G. BOUVIER, chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•
M. G. BALWA, chef du pôle « opérations complexe »	•	•	•	•	•	•	•
M. T. DILLER, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•	•	•
M. J-L. RAUBER, technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. SAR chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•
M. M. ALBRECHT, opérateur à la DCV	•		•	•	•	•	•
M. C. DEREANT, opérateur à la DCV	•		•	•	•	•	•
M. J-L. HAVETTE, opérateur à la DCV	•		•	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•
M. F. CODET, coordonnateur du pôle interrégional « véhicules »	•						
M. M. LASSERRE, agent du pôle interrégional « véhicules »	•						



M. A. VINCENT, agent du pôle interrégional « véhicules »	•						
Mme R. SCHEFFER, agent du pôle interrégional « véhicules »	•	•					

8 – Environnement industriel et déchets :

8-1 : validation des déclarations des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

8-2 : actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;

agents	actes	
	8-1	8-2
M. N. LAMBIN, chef du service « PR »	•	•
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•
Mme A. RENAUD, adjoint au chef de service « PR »	•	•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•

9 – Evaluation environnementale des projets :

9-1 : information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement),

9-2 : saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base,

9-3 : formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement,

9-4 : transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

agents	actes			
	9-1	9-2	9-3	9-4
M. N. LAMBIN, chef du service « PR »	•	•	•	•
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
Mme A. RENAUD, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. J-L. OURY, adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)

10 – Energie

10-1 : décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz,

10-2 : délivrance des certificats d'économie d'énergie,

10-3 : délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

agents	actes		
	10-1	10-2	10-3
M. N. LAMBIN, chef du service « PR »	•		
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•		
Mme A. RENAUD, adjoint au chef de service « PR »	•		
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•		
M. F. VIGNOT, chef de la division « Energie, Climat, Bâtiment »		•	•

11 – Protection des espèces

11-1 : décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé,

11-2 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces Eretmochelys imbricata et Chelonia mydas par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,

11-3 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,

11-4 : décisions relatives au transport des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement ;

11-5 : décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;

11-6 : décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégées ;

11-7 : décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégées, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;

11-8 : décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

agents	actes							
	11-1	11-2	11-3	11-4	11-5	11-6	11-7	11-8
Mme M-L. METAYER, chef du service « Ressources et milieux naturels » (RMN)	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme M-P. LAIGRE, adjoint au chef de service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. CHRETIEN, chef de la division "gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux"	•	•	•	•	•	•	•	•

Article 3 : Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
Nancy, le 3 février 2010

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
A. LIGER

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### *Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Extrait de l'arrêté N°2010/DDT54/ADUR/001 du 28 janvier 2010 portant suppression de la zone d'aménagement concerté du Pôle Européen de Développement sis pour partie sur le territoire des communes de Longwy, Mont-Saint-Martin, Longlaville et Herserange**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

Article 1 : La zone d'aménagement concerté du Pôle Européen de Développement est supprimée.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Une copie de l'arrêté sera déposée au siège de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy, en mairie de Longwy, Mont-Saint-Martin, Longlaville et Herserange où il fera l'objet d'un affichage pendant un mois.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des Territoires, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de L'Agglomération de Longwy, le maire de Longwy, le maire de Mont-Saint-Martin, le maire de Longlaville, le maire de Herserange, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

-Monsieur le Directeur Général de l'EPF Lorraine  
-Madame la Directrice des Archives Départementale  
-Monsieur le Trésorier Payeur Général  
NANCY, le 28 janvier 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire Général  
François MALHANCHE

---

### *Service agriculture forêt chasse*

**Extrait de l'arrêté - DDT/AFC/Association Foncière/2010/004 – du 29 janvier 2010 portant dissolution de l'association foncière de ROGEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

Article 1 - L'association foncière de ROGEVILLE est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de ROGEVILLE est transféré à la commune de ROGEVILLE qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de ROGEVILLE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de ROGEVILLE.

Article 4 - Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 5 - Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de ROGEVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 29 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le sous-préfet de Toul, absent  
La Secrétaire Générale  
J. THOUVENIN

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°016 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANDRES – MAIRY MAINVILLE - PIENNES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2977 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### DECIDE

Article 1er : Madame AUBRION Brigitte est autorisée à exploiter 169,81 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame AUBRION Brigitte.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Madame AUBRION Brigitte, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANDRES - MAIRY MAINVILLE et PIENNES pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°017 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ERBEVILLER SUR AMEZULE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2955 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**DECIDE**

Article 1er : Le GAEC DE L'AVENUE composé de Madame, Messieurs BOURDON Corinne - Didier - Olivier - POPULUS Daniel est autorisé à exploiter 3,05 ha (ERBEVILLER SUR AMEZULE parcelle Y 20) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'AVENUE (Madame, Messieurs BOURDON Corinne - Didier - Olivier - POPULUS Daniel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Madame, Messieurs BOURDON Corinne - Didier - Olivier - POPULUS Daniel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ERBEVILLER SUR AMEZULE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°018 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à AFFRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2989 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement est moins prioritaire que le projet d'installation de Monsieur BODARD Nicolas,

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur BOURGUIGNON Jean-Paul n'est pas autorisé à exploiter 3,08 ha (AFFRACOURT parcelles 005 Y 349 - 350) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOURGUIGNON Jean-Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BOURGUIGNON Jean-Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'AFFRACOURT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°019 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2968 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur HENRY Benoît relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs FERVILLE Etienne, CLAVEL Philippe relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), les demandes de BOUTTE Guillaume (SCEA du BEL EPI), PETIT Jean-Louis (GAEC du PETIT CHATEAU), GEORGIN Michel, relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : La SCEA du BEL EPI, composé de Messieurs BOUTTE Guillaume et Thierry, n'est pas autorisée à exploiter 9,02 ha (SAINT-JULIEN LES GORZE parcelle U 48 partie) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA du BEL EPI (Messieurs BOUTTE Guillaume et Thierry).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs BOUTTE Guillaume et Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT-JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°020 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAREY - XAMMES - CHAMBLEY BUSSIERES - BOUILLONVILLE - REMBERCOURT SUR MAD - JAULNY - THIAUCOURT REGNIEVILLE - WAVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2974 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**DECIDE**

Article 1er : L'EARL CAVAGNI, composé de Messieurs CAVAGNI Jocelin et Patrick, est autorisé à exploiter 168,74 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL CAVAGNI (Messieurs CAVAGNI Jocelin et Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs CAVAGNI Jocelin et Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAREY - XAMMES - CHAMBLEY BUSSIERES - BOUILLONVILLE - REMBERCOURT SUR MAD - JAULNY - THIAUCOURT REGNIEVILLE et WAVILLE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°021 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CRAINCOURT - MALAUCOURT SUR SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2965 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**DECIDE**

Article 1er : Le GAEC de la JONCHERE, composé de Messieurs CHAMPIGNEUL Etienne, Rémy et LEGRAS Benoît, est autorisé à exploiter 37,66 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la JONCHERE (Messieurs CHAMPIGNEUL Etienne, Rémy et LEGRAS Benoît).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs CHAMPIGNEUL Etienne, Rémy et LEGRAS Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CRAINCOURT et MALAUCOURT SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°022 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLEVILLE LIXIERES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2956**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**DECIDE**

Article 1er : L'EARL de la MALADRY, composé de Monsieur CHOTAIN Etienne, est autorisé à exploiter 5,06 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la MALADRY (Monsieur CHOTAIN Etienne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CHOTAIN Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLEVILLE LIXIERES pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°023 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2973 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur HENRY Benoît relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs FERVILLE Etienne, CLAVEL Philippe, relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) BOUTTE Guillaume (SCEA du BEL EPI), PETIT Jean-Louis (GAEC du PETIT CHATEAU), GEORGIN Michel, relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur CLAVEL Philippe n'est pas autorisé à exploiter 1,24 ha (SAINT-JULIEN LES GORZE parcelle U 40 partie) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLAVEL Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CLAVEL Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT-JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°024 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPOT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2948 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Madame MORHAIN Sabine relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs CLOQUARD Frédéric, OLIVIER Patrick, JANNOT Jérôme et THOMASSIN Jean-Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur THOMASSIN Jean-Luc est sans concurrence,

**DECIDE**

Article 1er : La Ferme Saint-Claude, composé de Monsieur CLOQUARD Frédéric, n'est pas autorisée à exploiter 22,56 ha (GRIPPOT parcelles ZC 18 - ZD 54 - LEBEUVILLE parcelle ZI 28) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la Ferme Saint-Claude (Monsieur CLOQUARD Frédéric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CLOQUARD Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEBEUVILLE et GRIPPOT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°025 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2991 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'installation avec les aides de l'Etat de Messieurs HENRY Benoît et PETIT Benoît relèvent selon cet article du rang de priorité 1 et la demande d'agrandissement de Messieurs DELATTE Jean-Claude et PETIT Julien, (GAEC de l'ESCALE) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

Article 1er : Le GAEC DE L'ESCALE, composé de Messieurs DELATTE Jean Claude et PETIT Julien, n'est pas autorisé à exploiter 2,30 ha (BOUXIERES SOUS FROIDMONT parcelles ZC 114 - ZP 24) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'ESCALE (Messieurs DELATTE Jean Claude et PETIT Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs DELATTE Jean Claude et PETIT Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUXIERES SOUS FROIDMONT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°026 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2985 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**D E C I D E**

Article 1er : Le GAEC DE L'ESCALE composé de Messieurs DELATTE Jean Claude et PETIT Julien est autorisé à exploiter 4,39 ha (BOUXIERES SOUS FROIDMONT parcelles ZC 120-121-137-138) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'ESCALE (Messieurs DELATTE Jean Claude et PETIT Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs DELATTE Jean Claude et PETIT Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUXIERES SOUS FROIDMONT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°027 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2945 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur HENRY Benoît relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs FERVILLE Etienne, CLAVEL Philippe, relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), les demandes de BOUTTE Guillaume (SCEA du BEL EPI), PETIT Jean-Louis (GAEC du PETIT CHATEAU), GEORGIN Michel, relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

Article 1er : Monsieur FERVILLE Etienne est autorisé à exploiter 20,77 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FERVILLE Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur FERVILLE Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT-JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°028 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2962 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur HENRY Benoît relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs FERVILLE Etienne, CLAVEL Philippe, relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), les demandes de BOUTTE Guillaume (SCEA du BEL EPI), PETIT Jean-Louis (GAEC du PETIT CHATEAU), GEORGIN Michel, relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : L'EARL de la SAU du COUP, composé de Monsieur GEORGIN Jean Michel, n'est pas autorisé à exploiter 11,10 ha (SAINT-JULIEN LES GORZE parcelles ZA 55partie - U 40partie - 48partie - V 98partie) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la SAU du COUP (Monsieur GEORGIN Jean Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur GEORGIN Jean Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT-JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°029 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à HAGEVILLE – SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2954 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur HENRY Benoît relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs FERVILLE Etienne, CLAVEL Philippe relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), les demandes de BOUTTE Guillaume (SCEA du BEL EPI), PETIT Jean-Louis (GAEC du PETIT CHATEAU), GEORGIN Michel, relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur HENRY Benoît est autorisé, sous réserve d'installation avant le 30 juin 2011, à exploiter 38,73 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRY Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HENRY Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HAGEVILLE et SAINT-JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°030 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPOT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2996 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Madame MORHAIN Sabine relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs CLOQUARD Frédéric, OLIVIER Patrick, JANNOT Jérôme, THOMASSIN Jean-Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur THOMASSIN Jean-Luc est sans concurrence,

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur JANNOT Jérôme n'est pas autorisé à exploiter 12,69 ha (GRIPPOT parcelle ZC 018 – LEBEUVILLE parcelle ZI 028) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JANNOT Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur JANNOT Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEBEUVILLE et GRIPPOT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°031 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SIONVILLER - CROISMARE - CHANTEHEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2958 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Messieurs LAURENT Gautier (GAEC du THAON) de Messieurs VUILLEMIN Yannick, Etienne, et Madame VUILLEMIN Béangère (GAEC de BEAULIEU), relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

Article 1er : Le GAEC du THAON, composé de Monsieur LAURENT Gautier, est autorisé à exploiter 138,09 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du THAON (Monsieur LAURENT Gautier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur LAURENT Gautier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SIONVILLER - CROISMARE et CHANTEHEUX pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°032 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2972 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Madame MORHAIN Sabine relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs CLOQUARD Frédéric, OLIVIER Patrick, JANNOT Jérôme, THOMASSIN Jean-Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur THOMASSIN Jean-Luc est sans concurrence,

**D E C I D E**

Article 1er : Madame MORHAIN Sabine est autorisée, sous réserve d'installation avant le 30 juin 2011, à exploiter 22,56 ha (GRIPPORT parcelles ZC 018 - ZD 54 - LEBEUVILLE parcelle ZI 028) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame MORHAIN Sabine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Madame MORHAIN Sabine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEBEUVILLE et GRIPPORT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°033 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LEBEUVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2952 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Madame MORHAIN Sabine relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs CLOQUARD Frédéric, OLIVIER Patrick, JANNOT Jérôme, THOMASSIN Jean-Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur THOMASSIN Jean-Luc est sans concurrence,

**D E C I D E**

Article 1er : L'EARL HAUTE MAISON, composé de Monsieur OLIVIER Patrick, n'est pas autorisé à exploiter 12,69 ha (GRIPPORT parcelle ZC 018 - LEBEUVILLE parcelle ZI 028) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL HAUTE MAISON (Monsieur OLIVIER Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur OLIVIER Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEBEUVILLE et GRIPPORT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°034 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LESMENILS - BOUXIERES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2953 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'installation avec les aides de l'Etat de Messieurs HENRY Benoît et PETIT Benoît relèvent selon cet article du rang de priorité 1 et la demande d'agrandissement de Messieurs DELATTE Jean-Claude et PETIT Julien, (GAEC de l'ESCALE) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

Article 1er : Monsieur HENRY Benoît est autorisé, sous réserve d'installation avant le 30 juin 2011, à exploiter 137,96 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRY Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HENRY Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LESMENILS et BOUXIERES SOUS FROIDMONT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°035 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES SOUS FROIDMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2984 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'installation avec les aides de l'Etat de Messieurs HENRY Benoît et PETIT Benoît relèvent selon cet article du rang de priorité 1 et la demande d'agrandissement de Messieurs DELATTE Jean-Claude et PETIT Julien, (GAEC de l'ESCALE) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur PETIT Benoît est autorisé, sous réserve d'installation avant le 30 juin 2011, à exploiter 17,34 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PETIT Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur PETIT Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUXIERES SOUS FROIDMONT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°037 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ANDILLY - MENIL LA TOUR - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2959 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**DECIDE**

Article 1er : L'EARL DES TROIS NOYERS, composé de Monsieur et Madame SCHOUG Stéphane et Pierrette, est autorisé à exploiter 5,92 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES TROIS NOYERS (Monsieur et Madame SCHOUG Stéphane et Pierrette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur et Madame SCHOUG Stéphane et Pierrette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ANDILLY et MENIL LA TOUR pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°038 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GERMONVILLE - GRIPPORT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2951 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Madame MORHAIN Sabine relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs CLOQUARD Frédéric, OLIVIER Patrick, JANNOT Jérôme, THOMASSIN Jean-Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur THOMASSIN Jean-Luc est sans concurrence,

**DECIDE**

Article 1er : L'EARL du RUCHER, composé de Monsieur THOMASSIN Jean Luc, est autorisé à exploiter 4,86 ha (GERMONVILLE parcelles ZC 029 – ZC 030- GRIPPORT ZC 045 – ZC 046) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du RUCHER (Monsieur THOMASSIN Jean Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur THOMASSIN Jean Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GERMONVILLE et GRIPPORT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°039 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ARRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2927**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**DECIDE**

Article 1er : Madame VIRBEL Isabelle est autorisé à exploiter 5,42 ha (ARRACOURT parcelles ZE 112 - ZD 1) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame VIRBEL Isabelle.



Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Madame VIRBEL Isabelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ARRACOURT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°040 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JUVRECOURT - ARRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2924**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur VIRBEL Jean Pierre est autorisé à exploiter 48 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VIRBEL Jean Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur VIRBEL Jean Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JUVRECOURT et ARRACOURT pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°041 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CROISMARE - CHANTEHEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2970 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Messieurs LAURENT Gautier (GAEC du THAON) de Messieurs VUILLEMIN Yannick, Etienne, et Madame VUILLEMIN Bérangère (GAEC de BEAULIEU), relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO ),

**DECIDE**

Article 1er : Le GAEC DE BEAULIEU, composé de Messieurs, Madame VUILLEMIN Yannick, Etienne et Bérangère, est autorisé à exploiter 18,86 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE BEAULIEU (Messieurs, Madame VUILLEMIN Yannick, Etienne et Bérangère).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs, Madame VUILLEMIN Yannick, Etienne et Bérangère, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CROISMARE et CHANTEHEUX pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°2964 du 02 février 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2964 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur HENRY Benoît relève selon cet article du rang de priorité 1 et les demandes d'agrandissement de Messieurs FERVILLE Etienne, CLAVEL Philippe relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), les demandes de BOUTTE Guillaume (SCEA du BEL EPI), PETIT Jean-Louis (GAEC du PETIT CHATEAU), GEORGIN Michel, relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : Le GAEC du PETIT CHATEAU, composé de Messieurs PETIT Jean-Louis et CHATEAU Fabrice, n'est pas autorisé à exploiter 4,94 ha (SAINT-JULIEN LES GORZE parcelles U 40partie - V 98partie) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du PETIT CHATEAU (Messieurs PETIT Jean-Louis et CHATEAU Fabrice).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs PETIT Jean-Louis et CHATEAU Fabrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT-JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 02 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
le directeur départemental des territoires  
Michel MARTY

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

*- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

*- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX*

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES***Service solidarité autonomie*

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°72 du 26 janvier 2010 autorisant l'extension de capacité du service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt géré par l'Association Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques - GIHP Lorraine.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;

CONSIDERANT cependant, en ce qui concerne le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne », que les autorisations de créations récentes de places pour personnes âgées de services de soins infirmiers à domicile ont permis d'augmenter le taux d'équipement d'une manière satisfaisante et que la création de places pour personnes âgées doit en conséquence être limitée à 5 places pour le service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt géré par le GIHP Lorraine ;

CONSIDERANT que l'autorisation d'extension de capacité de 5 places pour personnes âgées du service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT, par contre, que l'extension de capacité de 5 places pour personnes adultes handicapées du service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt n'est pas inscrite parmi les priorités retenues par le PRIAC de la région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine qui n'est pas compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'année 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques - GIHP Lorraine -, située 15 allée des Grands Pâquis – 54180 Heillecourt, est autorisée à augmenter de 5 places pour personnes âgées la capacité de son service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2010.

Article 2 : L'autorisation d'extension de capacité de 5 places pour personnes adultes handicapées est refusée en l'absence de financement.

La demande fera l'objet, en ce qui concerne les places pour personnes adultes handicapées, du classement prévu à l'article L.313-4 du code de l'action sociale et des familles et reste susceptible d'être autorisée dans un délai de 3 ans à compter du présent arrêté sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L.313-1 du code susvisé, si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle en tout ou partie compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3.

Article 3 : A compter du 1<sup>er</sup> mars 2010, la capacité globale du service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt est fixée à 15 places pour personnes handicapées et 5 places pour personnes âgées.

Article 4 : La localisation du service de soins infirmiers à domicile d'Heillecourt demeure inchangée.

Article 5 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 6 avril 2006. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 212 8

Code statut juridique : 60 « Ass. L. 1901 non R.U.P. »

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 645 8

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Code catégorie : 354 « SSIAD »

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile »

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire »

Code clientèle : 010 « tous types de déficiences Pers. Handicap. »

Code clientèle : 700 « personnes âgées »

Capacité : 20

Capacité : 20

Capacité : 20

Capacité : 15

Capacité : 5

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière - 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à l'Association Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques – GIHP Lorraine, 15 allée des Grands Pâquis, 54180 Heillecourt.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°84 du 26 janvier 2010 autorisant l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;

- que la dotation départementale et l'étude des besoins en places nouvelles de services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées des territoires de santé de proximité du département de Meurthe-et-Moselle permet d'autoriser actuellement la création d'un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées dans la commune de Seichamps d'une capacité limitée à 25 places ;

- que la création de 25 places supplémentaires de service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sur le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne » répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) ;

- que l'autorisation de création d'un service de soins infirmiers de 25 places pour personnes âgées présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD), dont le siège est actuellement situé 23 Avenue Foch – 54270 ESSEY-LES-NANCY, est autorisée à créer un service de soins infirmiers à domicile de 25 places pour personnes âgées à compter du 1<sup>er</sup> mars 2010.

Article 2 : La localisation du service de soins infirmiers à domicile de l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) sera : 17 avenue du Général De Gaulle – 54 280 SEICHAMPS.

Article 3 : Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation :

- est délivrée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Le service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Seichamps est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Code catégorie : 354 « SSIAD »

Capacité : 25

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile »

Capacité : 25

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire »

Capacité : 25

Code clientèle : 700 « personnes âgées »

Capacité : 25

Article 7 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté DDASS/SSA n° 1632 du 15 décembre 2009, autorisant l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à ESSEY-LES-NANCY.

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place carrière - 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD), 23 Avenue Foch – 54270 ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

#### Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°94 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°006-2010 du 29 janvier 2010 autorisant l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre de Moyen Séjour de FAULX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du Conseil Général  
de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gérontologique 2009-2013 en matière d'alternatives à l'hébergement permanent tels que l'accueil de jour et l'hébergement temporaire ;

CONSIDERANT la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité du « Val de Lorraine » et de diversifier les types de prise en charge notamment par la création de places d'accueil de jour ;

CONSIDERANT que la création d'un service d'accueil de jour par le centre de moyen séjour de Faulx correspond à cet objectif ;

CONSIDERANT que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et présente un coût de financement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

#### ARRETEMENT

Article 1 : Le centre de moyen séjour de Faulx, sis 1 rue Pasteur – 54760 Faulx, est autorisé à augmenter la capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « La Rochelle » par création de 4 places d'accueil de jour.

Article 2 : La localisation de l'établissement est inchangée et la capacité d'accueil est fixée à :

168 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes,

2 places d'hébergement temporaire pour personnes âgées dépendantes,

4 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 168 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 4 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 4 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 026 2

Code statut juridique : 11 (Etb. Pub. Départ. Hosp.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 947 9

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 174

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 168

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 168

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 168

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 4

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 4

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé au centre de moyen séjour de FAULX.

Nancy, le 29 janvier 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle

et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
vice-présidente déléguée au  
développement social et aux  
personnes âgées et handicapées

**Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°95 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°007-2010 du 29 janvier 2010 autorisant l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Grands Jardins » de COLOMBEY-LES-BELLES**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du Conseil Général  
de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gérontologique 2009-2013, en matière d'alternatives à l'hébergement permanent tels que l'accueil de jour et l'hébergement temporaire ;

CONSIDERANT la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité « Terres de Lorraine » et de diversifier les types de prise en charge notamment par la création de places d'accueil de jour ;

CONSIDERANT que la création d'un service d'accueil de jour à Colombey-les-Belles correspond à cet objectif ;

CONSIDERANT que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et présente un coût de financement en année pleine qui est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

**ARRETE**

Article 1 : A compter du 28 septembre 2009, le groupement d'intérêt public (GIP) « Bien vieillir en pays de Colombey », sis 4 place de la gare 54170 Colombey-les-Belles, est autorisé à augmenter la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Les grands jardins », 4 place de la gare 54170 Colombey-les-Belles, par création de 7 places d'accueil de jour.

Article 2 : La localisation de l'établissement est inchangée et la capacité d'accueil est fixée à :

45 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes,

7 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 45 places d'hébergement permanent.

Les 7 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 4 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 210 2

Code statut juridique : 28 (Gpt d'Intérêt Public)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 299 4

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 52

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 45

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 45

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 45

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 7

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 7

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 7

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à la maison de retraite « Les grands jardins » de Colombey-les-Belles.

Nancy, le 29 janvier 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle

et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
vice-présidente déléguée au  
développement social et aux  
personnes âgées et handicapées

**Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°96 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°008-2010 du 29 janvier 2010 autorisant l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier Saint-Charles de TOUL**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du Conseil Général  
de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gérontologique 2009-2013, notamment en matière d'alternatives à l'hébergement permanent tels que l'accueil de jour et l'hébergement temporaire ;  
CONSIDERANT la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité « Terres de Lorraine » et de diversifier les types de prise en charge notamment par la création de places d'accueil de jour et d'hébergement temporaire ;  
CONSIDERANT que la création d'un service d'accueil de jour par le centre hospitalier Saint Charles de Toul correspond à cet objectif ;  
CONSIDERANT que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et présente un coût de financement en année pleine qui est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

**ARRETEMENT**

Article 1 : A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2009, le centre hospitalier Saint Charles de Toul, sis 1 cours Raymond Poincaré – 54200 Toul, est autorisé à créer dans son établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes :

- une unité d'hébergement pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées de 14 places d'hébergement permanent et 2 places d'hébergement temporaire, par transformation de places existantes,
- une unité d'accueil de jour de 4 places pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La localisation de l'établissement est inchangée et la capacité d'accueil est fixée à :

- 144 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 14 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 2 places d'hébergement temporaire pour l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 4 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 158 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 4 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 4 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 004 9

Code statut juridique : 13 (Etb. Pub. Commun. Hosp.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 660 8

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 164

Code MFT : 20 (PD EHPAD global HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 144

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 144

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 144

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 14

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 14

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 14

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 4

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 4

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé au centre hospitalier Saint Charles de Toul.

Nancy, le 29 janvier 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle  
et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
vice-présidente déléguée au  
développement social et aux  
personnes âgées et handicapées

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°102 du 21 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1er – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2010 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :  
Centre hospitalier universitaire de Nancy :

N° FINESS (EJ) 54 000 207 8

Dotation globale de financement « soins » : 0,00 euros (zéro euros)

Tarifs journaliers « soins » :  
pour les GIR 1 et 2 : 0,00 €  
pour les GIR 3 et 4 : 0,00 €  
pour les GIR 5 et 6 : 0,00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier universitaire de Nancy.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

---

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°144 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de BACCARAT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1er – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2010 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 408 1

N° FINESS (ET) 54 000 996 6

Dotation globale de financement « soins » : 1 565 465,39 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 44,91 €

pour les GIR 3 et 4 : 38,43 €

pour les GIR 5 et 6 : 30,97 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

---

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°145 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association hospitalière de JŒUF**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1 – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2010 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de JŒUF :

N° FINESS (EJ) 54 000 088 2

Dotation globale de financement « soins » : 908 124,97 euros

Tarifs journaliers de soins :

Pour les GIR 1 et 2 : 47,38 €

Pour les GIR 3 et 4 : 38,82 €

Pour les GIR 5 et 6 : /

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière de Joef.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

---

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°146 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de BRIEY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1 – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2010 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY :  
 N° FINESS (EJ) 54 000 076 7  
 Dotation globale de financement « soins »: 1 664 014,37 euros  
 Tarifs journaliers de soins :  
     pour les GIR 1 et 2 : 36,88 €  
     pour les GIR 3 et 4 : 32,39 €  
     pour les GIR 5 et 6 : 27,88 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Briey.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des  
 affaires sanitaires et sociales par intérim,  
 L'Inspecteur principal  
 Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°147 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin de l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil – ALPHA SANTE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1 – La dotation globale et le prix de journée de soins 2010 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin, géré par l'Association Lorraine pour l'Hospitalisation, la Prévention et l'Accueil – ALPHA SANTE (N°FINESS EJ : 57 001 018 1) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin :

N° FINESS (ET) 54 001 258 0

- Dotation globale de soins : 1 136 363,71 euros

- Prix de journée de soins : 30,71 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine pour la prévention, l'hospitalisation et l'accueil – ALPHA SANTE – 51 rue de Wendel – 57700 Hayange.

Nancy, le 28 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des  
 affaires sanitaires et sociales par intérim,  
 L'Inspecteur principal  
 Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°148 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'Association GARDE à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'Association GARDE – Galerie des Chênes, 13 boulevard Joffre – 54000 NANCY

N° FINESS : 540 002 039 3

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	84 402,00	285 500,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	191 398,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 700,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	285 500,00	285 500,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3- La dotation globale de soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de l'association GARDE à Nancy est fixée à 285 500,00 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 33,59 euros.

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association GARDE à Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 28 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°151 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'AUDUN-LE-ROMAN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD d'AUDUN LE ROMAN – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH.

N° FINESS (ET) : 54 000 4165

sont fixées comme suit :

a) Dépenses et recettes pour la capacité de 45 places du SSIAD personnes âgées :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 150,00	579 290,32
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	478 920,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 220,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	579 290,32	579 290,32
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

b) Dépenses et recettes pour la capacité de 10 places au titre de l'expérimentation de l'équipe spécialisée dans la prise en charge à domicile des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 000,00	150 000,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	121 000,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	150 000,00	150 000,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Audun le Roman est fixée à 729 290,32 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à :

- pour la capacité de 45 places de SSIAD personnes âgées : 37,13 euros
- pour capacité de 10 places au titre de l'expérimentation de l'équipe spécialisée dans la prise en charge à domicile des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer : 62,50 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 28 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN



**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°152 du 28 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de BRIEY/HOMECOURT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de BRIEY-HOMECOURT – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH.

N° FINESS (ET) : 54 001 2762

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	98 495,00	604 281,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	496 386,07	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 400,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	604 281,07	604 281,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3- La dotation globale de soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt est fixée à 604 281,07 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 34,54 euros.

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 28 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°153 du 29 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de POMPEY/LAY-ST-CHRISTOPHE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1 – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2010 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE POMPEY / LAY-ST-CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 4 276 461,12 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 47,63 €

pour les GIR 3 et 4 : 38,18 €

pour les GIR 5 et 6 : 28,72 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 29 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°155 du 29 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1 – La dotation globale et le prix de journée de soins 2010 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 543 943,51 euros

- Prix de journée de soins : 32,97 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 29 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°156 du 29 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 2 rue des cinq piquets à NANCY géré par l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2010 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : (EJ) 54 000 6707

Service des soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, N° FINESS (ET) 54 000 3175, situé 2 rue des cinq piquets à 54000 NANCY

- Dotation globale de soins : 1 542 407,72 euros

- Prix de journée de soins : 35,87 euros

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon, gestionnaire du service.

Nancy, le 29 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°158 du 1<sup>er</sup> février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à VILLERS-LES-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ALSAD – 2 bis rue Sainte Odile – 54600 VILLERS-LES-NANCY

N° FINESS : 540 005 329

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	54 559,26	1 439 018,54
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	1 169 540,58	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	214 918,70	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	1 439 018,54	1 439 018,54
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3- La dotation globale de soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de l'ALSAD à Villers les Nancy est fixée à 1 439 018,54 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,75 euros.

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine de soins à domicile à Villers-les-Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 1<sup>er</sup> février 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°161 du 1<sup>er</sup> février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins de la capacité pour personnes âgées du service de soins infirmiers à domicile de statut privé autonome de l'association « Groupement pour l'insertion des handicapés physiques- GIHP Lorraine » à Heillecourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la capacité de 5 places pour personnes âgées du service de soins infirmiers à domicile ci-dessous désigné :

SSIAD de l'association « Groupement pour l'insertion des handicapés physiques – GIHP Lorraine » – 15 allée des grands Pâquis – 54 180 HEILLECOURT

N° FINESS : 540 001 645 8

sont fixées comme suit :

**Capacité de 5 places pour personnes âgées**

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 900,00	52 500,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	37 620,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 980,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	52 500,00	52 500,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3- La dotation globale de soins 2010 de la capacité de 5 places pour personnes âgées du service de soins infirmiers à domicile de l'association « Groupement pour l'insertion des handicapés physiques – GIHP Lorraine » est fixée à 52 500,00 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,96 euros.

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association « Groupement pour l'insertion des handicapés physiques – GIHP Lorraine » – 15 allée des grands Pâquis – 54 180 HEILLECOURT, gestionnaire du service.

Nancy, le 1<sup>er</sup> février 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°174 du 5 février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile de statut privé autonome de l'association « Santé Orne Services » à Joeuf.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile ci-dessous désigné :

SSIAD de l'association « Santé Orne Service » – 26 rue saint Robert – 54240 JOEUF

N° FINESS EJ : 54 002 076 5

N° FINESS ET : 54 002 077 3

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30 850,50	288 750,51
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	222 850,01	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 050,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	288 750,51	288 750,51
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3- La dotation globale de soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile de l'association « Santé Orne Services » à Joeuf est fixée à 288 750,51 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,08 euros.

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association « Santé Orne Services » 10 place de l'Hôtel de Ville – 54240 Joeuf, gestionnaire du service.  
Nancy, le 5 février 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°176 du 5 février 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite « Les Ophéliades » - 8-10 boulevard du 21<sup>ème</sup> R.A. – 54000 NANCY.

N° FINESS : 54 001 3323  
sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	104 231,96	1 067 122,09
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	960 890,13	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	2 000,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	1 067 122,09	1 067 122,09
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY est fixée à 1 067 122,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 38,63 euros
- GIR 3 et 4 : 31,49 euros
- GIR 5 et 6 : 24,36 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY.

Nancy, le 5 février 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales par intérim,  
L'Inspecteur principal  
Philippe KRIN

*Service actions et établissements de santé*

**Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°112 du 27 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Lunéville en tant que Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1 : Le Centre Hospitalier de Lunéville est habilité en tant que Centre d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).

Les locaux communs avec le centre de planification et d'éducation familiale sont situés au rez-de-chaussée du centre hospitalier – 2 rue Level – 54301 LUNEVILLE CEDEX

La présente habilitation a pour objet de permettre au CH de Lunéville d'exercer pour le compte de l'Etat, pour les usagers, les activités suivantes : la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement.

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement des missions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Article 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants du code de la santé publique :

- D3121-39 et D3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement ou l'organisme habilité de se conformer à ces obligations dans le délai qu'il fixe, et retirer l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, en vertu de l'article D.3121-42 du code de la santé publique.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5, place Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

Nancy, le 27 janvier 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
François MALHANCHE

---

**Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°113 du 27 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson en tant que Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

Article 1 : Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson est habilité en tant que Centre d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).

Les locaux communs avec le centre de planification et d'éducation familiale sont situés au rez-de-chaussée du centre hospitalier – place Colombé – 54701 PONT-A-MOUSSON CEDEX.

La présente habilitation a pour objet de permettre au CH de Pont-à-Mousson d'exercer pour le compte de l'Etat, pour les usagers, les activités suivantes : la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement.

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement des missions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Article 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants du code de la santé publique :

- D.3121-39 et D.3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement ou l'organisme habilité de se conformer à ces obligations dans le délai qu'il fixe, et retirer l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, en vertu de l'article D.3121-42 du code de la santé publique.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5, place Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

Nancy, le 27 janvier 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
François MALHANCHE

---

**Extrait de l'arrêté inter préfectoral n°15 du 29 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Toul en tant que Centre de Vaccination, Centre de Lutte contre la Tuberculose et Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet des Vosges,

**A R R E T E N T**

Article 1 : Le Centre Hospitalier Universitaire de Toul est habilité en tant que :

- Centre de Vaccination (CV) ;
- Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT) ;
- Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).

L'implantation des centres est précisée dans l'annexe au présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre au centre hospitalier de Toul d'exercer pour le compte de l'Etat, pour les usagers, les activités suivantes :

- les vaccinations obligatoires et les vaccinations recommandées mentionnées dans le calendrier vaccinal prévu à l'article L.3111-1 du code de la santé publique ;
- la lutte contre la tuberculose afin d'en assurer la prophylaxie individuelle, familiale et collective, notamment pour les enquêtes autour des cas, le diagnostic et traitement, et la vaccination par le vaccin antituberculeux BCG ;
- la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement.

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement des missions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Article 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants du code de la santé publique :

- D.3111-23 et D.3111-25 pour les vaccinations,
- D.3112-7 et D.3112-9 pour la lutte contre la tuberculose,
- D.3121-39 et D.3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

Le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement ou l'organisme habilité de se conformer à ces obligations dans le délai qu'il fixe, et retirer l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, en vertu des articles D.3111-26, D.3112-10 et D.3121-42 du code de la santé publique.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5, place Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Vosges, Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Toul, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

Nancy, le 29 janvier 2010

Le Préfet  
de Meurthe-et-Moselle,  
Dominique BILLION

Le Préfet  
des Vosges,  
Dominique SORAIN

Annexe

Lieux d'implantation du CV, du CLAT et du CIDDIST du CH de TOUL

Centre de Vaccination (CV)

1) Permanence d'Accès aux Soins de Santé (PASS)

1 cours Raymond Poincaré – 54201 TOUL

2) Equipe mobile se déplaçant sur le territoire de santé de proximité « Val de Lorraine » - TSP n° 15

3) Equipe mobile se déplaçant sur le territoire de santé de proximité « Pays de l'Ouest Vosgien » -TSP n° 13

Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT)

Permanence d'Accès aux Soins de Santé (PASS)

1 cours Raymond Poincaré – 54201 TOUL

Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

Centre de Planification et d'Education Familiale (CPEF)

1 cours Raymond Poincaré – 54201 TOUL

---

*Service santé et environnement*

**Extrait de l'arrêté N°157/2010/DDASS/SE du 3 février 2010 - L1331-22 déclarant les circulations et les pièces situés au troisième étage du 23, rue de Lorraine à JARNY, inhabitables par nature**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'article L.1331-22 du code de la santé publique dispose que les caves, sous-sols, combles, pièces dépourvues d'ouverture sur l'extérieur et autres locaux par nature impropres à l'habitation ne peuvent être mis à disposition aux fins d'habitation, à titre gratuit ou onéreux ; que le préfet met en demeure la personne qui a mis à disposition les locaux de faire cesser la situation ;

CONSIDERANT que le rapport établi par madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, en date du 9 novembre 2009, expose que les locaux situés au dernier étage de l'immeuble sis 23, rue de Lorraine à JARNY (54800) présentent un caractère par nature impropre à l'habitation du fait de leur configuration et notamment de :

- l'absence d'installation intérieure d'alimentation en eau potable ;
- l'absence d'évacuation réglementaire des eaux usées ;
- l'absence d'équipements sanitaires (salle d'eau, WC, coin cuisine) ;
- l'absence de moyen de chauffage ;

CONSIDERANT que ces locaux sont mis à disposition aux fins d'habitation par madame BAGGIO Brigitte, Francine, domiciliée 31, rue Foch à MOYEUVE-GRANDE (57250) ;

CONSIDERANT qu'il convient donc de mettre en demeure madame BAGGIO Brigitte, Francine de faire cesser cette situation

**ARRETE**

Article 1 : Madame BAGGIO Brigitte, Francine, domiciliée 31, rue Foch à MOYEUVE-GRANDE (57250), est mise en demeure de mettre fin à la mise à disposition aux fins d'habitation des locaux impropres par nature à l'habitation situés comme décrit ci-après dans l'immeuble sis 23, rue de Lorraine à JARNY (54800), cadastré AL226 :

- circulations et pièces situées au troisième et dernier étage de l'immeuble

dans un délai de 6 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Madame BAGGIO Brigitte, Francine est tenue d'assurer le relogement des occupants actuels dans les conditions prévues aux articles L.521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté. A défaut il y sera pourvu d'office et à ses frais, dans les conditions prévues à l'article L.521-3-2 du même code. La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

A compter de l'envoi de la notification du présent arrêté à madame BAGGIO Brigitte, Francine, tout loyer ou toute redevance (y compris les charges) cesse d'être dû par les occupants, sans préjudice du respect de leurs droits au titre de leurs baux ou contrats d'occupation.

Article 3 : Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à madame BAGGIO Brigitte, Francine ainsi qu'aux occupants, à savoir à monsieur MEZZAKOU Hadj et monsieur GHADAB Terki.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de JARNY et apposé à l'entrée de l'immeuble.

Le présent arrêté sera transmis à monsieur le maire de JARNY, à monsieur le directeur de la direction départementale des territoires, à la CAF, ainsi qu'au procureur de la république, à la chambre départementale des notaires et aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le maire de JARNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- bureau EA2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 3 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**AUTRES SERVICES****MATERNITE REGIONALE DE NANCY***Direction générale***Délégation de signature 2010/001 du 1<sup>er</sup> février 2010**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de nomination de Madame Christelle LEFEVER à la Maternité régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2009/001 en date du 1<sup>er</sup> novembre 2009,

**D E C I D E**

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle LEFEVER pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes, mandats de paiement, les notes et différents documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de la direction des ressources humaines.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle LEFEVER pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, les contrats de travail de droit public et leurs différents avenants, les décisions d'avancement d'échelon, de mutation, de recrutement et de titularisation des agents sous statut de la fonction publique hospitalière.

Sont exclus de cette délégation permanente les décisions et documents suivants :

- avancements de grade des personnels médicaux et non médicaux,
- décisions de titularisation, nomination et contrats des personnels médicaux et agents de catégorie A.
- notes, correspondances et décisions se rapportant à une procédure disciplinaire.

Article 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> février 2010 en cinq exemplaires originaux.

Le Directeur par intérim,  
Philippe VIGOUROUX

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8514 du 8 février 2010 autorisant la Sté COMATECH à exécuter des travaux sur la commune de CERVILLE**

Par arrêté préfectoral n° 8514 en date du 8 février 2010, COMATECH, 5 rue des Bas Fourneaux à 54230 CHAVIGNY a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement réseau BTAS traverse de Cerville, sur la commune de CERVILLE.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34968 du 8 février 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BUISSONCOURT**

Par arrêté préfectoral n° 34968 en date du 8 février 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation basse tension C4-100 KVA station d'épuration route de Varangéville, sur la commune de BUISSONCOURT.

**AUTRES SERVICES****CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY***Direction des ressources humaines***Avis de concours sur titre du 5 février 2010 en vue du recrutement d'un préparateur en pharmacie au Centre Psychothérapique de Nancy**

En application du décret n° 89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours sur titres en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie.

**Conditions d'inscription :**

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur Le Directeur - Centre Psychothérapique de Nancy - BP 11010 - 54521 LAXOU CEDEX

dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de cet avis

Laxou 05 février 2010

Pour le Directeur et par délégation  
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines  
Isabelle CAILLIER

